

Etude sur le fait résidentiel dans le pays Terres de Lorraine 2011-2013

Le sujet : le renouvellement sociologique se trouve en bonne place des défis posés au territoire. Confronté à une forte progression démographique et à un turn over jusque dans ses secteurs ruraux, le pays note dans sa charte « la superposition de l'ancien tissu social fait de monde rural, ouvrier, donc des villages comme autrefois (de plus en plus rares) et des lotissements ouvriers, peuplés de retraités. Le nouveau, c'est l'arrivée d'urbains, jeunes, avec des enfants, des habitants mobiles qui circulent et qui sont toujours en lien avec la ville d'où ils viennent ».

6 ans après l'adoption de sa charte en 2005, dans un contexte d'extension de la périurbanisation, le pays décide d'explorer la dimension sociologique d'un phénomène jusque là essentiellement traité par les urbanistes et les géographes notamment dans le cadre de l'élaboration du Schéma de COhérence Territorial du Sud 54 à l'origine de nombreuses productions.

Objectif:

Produire de la connaissance par une analyse, sous un angle sociologique nouveau, du mouvement résidentiel pour comprendre les motivations à l'installation des nouveaux ménages, la façon dont se tissent ou ne se tissent pas les relations sociales en proximité de leur lieu de vie, les spécificités éventuelles des modes de vie de ces néo-ruraux et néo-périurbains.

Origine de la collaboration

Le conseil de développement est l'instance de réflexion, de débat et de proposition du pays. Régulièrement les acteurs de la vie économique et sociale du territoire et les élus s'y retrouvent pour explorer en amont de la décision politique un nouveau thème qui présente des enjeux pour le développement et l'aménagement du territoire ou le bien vivre des habitants. En mai 2011, le pays organise une séance exploratoire sur l'urbanisation et ses conséquences sur l'aspect des villages et le lien social. Il sollicite l'intervention d'Hervé Marchal, chercheur et maître de conférence en sociologie au 2L2S de l'université de Lorraine pour apporter le regard du sociologue sur les effets de l'extension de la ville. Prenant du champ, Hervé Marchal apporte un regard nouveau sur les rapports individus/groupe et l'évolution des liens au territoire (rapport identitaire / usages). Son intervention est remarquée et appréciée, bouscule de nombreuses représentations de personnes attachées à l'idée d'engagement et d'ancrage territorial et donne envie d'aller plus loin. L'universitaire est invité à une réunion d'un groupe de travail qui suit cette séance. Emerge rapidement au cours de cette réunion l'intérêt réciproque pour une collaboration, les besoins d'engager une étude sur le territoire rejoignant ceux du laboratoire d'alimenter ses travaux de recherche.

Méthodologie

- un champ d'étude, une méthodologie et des outils réfléchis conjointement au sein d'un groupe de travail constitué d'Hervé Marchal, de membres du conseil de développement (représentants des collèges de la société civile), de techniciens des communautés de communes et du pays.
- un volet quantitatif : 7000 questionnaires diffusés auprès des ménages des communes les plus concernées par l'arrivée des habitants et les plus motivées pour relayer l'enquête auprès de leurs administrés. Saisie, croisements statistiques, analyses et mises en perspective.
- un volet qualitatif : une quinzaine de portraits de ménages pour confronter « l'écrit » à « la parole » et personnaliser le propos afin notamment d'assurer une audience plus large dans la restitution.
- une restitution locale protéiforme : en séance plénière du conseil de développement, au travers de soirées débats en plusieurs endroits du pays. La réalisation d'un ouvrage et d'un guide à l'usage des communes et des acteurs de l'éducation populaire est à l'étude.

Moyens

- une équipe universitaire composée de 3 personnes rattachées au 2L2S de l'université de Lorraine (Hervé Marchal, maître de conférences, Jean Marc Stébé, professeur, Thibault Besozzi étudiant en thèse)
- des moyens humains des collectivités (pays, des communautés de communes et des communes) sont mobilisés à tous les stades de l'étude (mobilisation des élus, logistique d'acheminement des questionnaires, organisation de la restitution)
- une maîtrise d'ouvrage assurée par le pays
- une convention de partenariat signée entre le pays et l'université de Lorraine
- un financement hybride : Etat (valorisation de temps du personnel de l'université), des subventions (Région et CG 54), une part d'autofinancement sur fonds propres par le pays Terres de Lorraine.

Quelques enseignements intermédiaires

- les raisons de l'émergence : une initiative locale, la réactivité d'une équipe universitaire, un intérêt et une envie réciproques de voir plus loin, une latitude laissée par les élus d'investir dans une action à retour « long »
- une dynamique de projet et un intérêt incontestable suscité par l'action grâce à son aspect novateur et au positionnement sur un sujet « fort » (maires, financeurs, presse...).
- un pilotage collégial permettant d'une part d'associer les compétences et les moyens complémentaires des uns et des autres, d'autre part d'ajuster l'action au cours de la réalisation,
- un apprentissage mutuel des pratiques et des contraintes de chaque partie. La méconnaissance initiale expliquant en grande partie une programmation trop précoce de la restitution intermédiaire au conseil de développement au regard de l'état d'avancement des travaux
- le temps et l'énergie nécessaires pour établir le mode conventionnel partenarial qui correspondait le mieux au cadre de l'action

Conctacts

Benoît Guérard, directeur du pays Terres de Lorraine
6 impasse de la Colombe
54170 COLOMBEY LES BELLES
tel 03 83 47 61 48
fax 03 83 52 85 25
guerard@terresdelorraine.org